

DÉCLARATION

CONTRE LA GUERRE, LES MESURES D'EXCEPTION ET LES AMALGAMES

Pour la paix entre les peuples, l'égalité sociale et les libertés d'expression

Depuis plus de 25 ans et le déclenchement de la guerre contre l'Irak, ce sont avant tout les peuples d'Afrique et du Moyen Orient qui subissent un état de guerre permanent.

Les attentats ignobles du 13 novembre dernier relèvent de la même horreur que celles que subissent les peuples de Syrie, d'Irak, de la Libye, du Mali, de Turquie (en particulier les Kurdes), de Tunisie et bien d'autres encore. De son côté, le gouvernement israélien bafoue les droits des Palestiniens sans aucune sanction depuis des années de la part de la communauté internationale.

Nous proposons d'ouvrir un premier temps de débats en janvier pour permettre la réflexion après ces attentats. Notre responsabilité politique est engagée dans l'analyse et les solutions à y apporter. **Nous sommes face à un défi. Les réponses ne sont pas à chercher dans une prétendue union nationale.** L'état d'urgence décrété par le président de la République comporte déjà des assignations à résidence, des perquisitions administratives, la dissolution d'associations ou de groupements, ... La sécurité est indissociable des libertés publiques ; l'état d'urgence, que Valls veut prolonger, est aujourd'hui utilisé pour empêcher les réunions, les rassemblements et les manifestations, il conduit au final à des atteintes aux libertés individuelles.

La réponse du gouvernement français, c'est toujours plus de guerre, de mesures et lois liberticides, de stigmatisation des musulmans ou supposés musulmans, des immigrés et de leurs enfants, de contrôle social,...

Plus que jamais, il faut combattre tous les amalgames, les réactions racistes, antimusulmanes, que ces actes odieux visent à alimenter.

Qui est Daesh ? Quels États contribuent au trafic d'armes ? Quels États achètent leur pétrole ? L'exécutif français mène une politique impérialiste et belliciste à l'extérieur et attentatoire aux libertés individuelles à l'intérieur. La France est le 2ème pays au monde vendeur d'armes devant la Russie et la Chine. Les dispositions prises par le gouvernement français sont graves au regard des libertés individuelles et collectives : fermeture des frontières, état d'urgence permettant les assignations à résidence ainsi que les perquisitions sans mandat judiciaire, annonce de modifications de la Constitution permettant d'institutionnaliser cet état d'urgence et autorisant les déchéances de la nationalité française pour des personnes nées françaises.

Mais quelle place aux **questions SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES** ? Les solutions ne passent-elles pas par le combat contre l'humiliation sociale, le chômage ? Ne faut-il pas renforcer les moyens dans l'éducation ? Dans la culture ? Dans la santé ? Défendre et développer le droit d'expression des salariés dans les entreprises.

Museler le mouvement social, le mouvement de solidarité internationale, le combat pour la justice climatique et l'expression revendicative de celles et ceux qui travaillent et de celles et ceux qui en sont privés, c'est faire le jeu de la violence et du chacun contre tous. L'état d'urgence est prolongé de trois mois, une modification de la constitution française est prévue. Or, **la pire des politiques est bien de mettre la démocratie en veilleuse et de basculer dans un régime d'exception permanent.**

Puisque l'Union européenne et nos gouvernements ne suspendent pas leurs plans d'austérité, ne suspendons pas nos mobilisations !

Ce n'est pas la peur qui doit prévaloir mais la mobilisation de toutes et tous. Nous appelons au rassemblement large et unitaire pour la solidarité, l'accueil des migrant-e-s et réfugié-e-s, l'égalité, la justice sociale et la démocratie.

Il n'y a pas de paix sans justice

Il n'y a pas de justice sans justice sociale

Premiers signataires :

Syndicats : CGT 38, FSU 38, Solidaires Isère, Syndicat CGT des Travailleurs Sans Papiers, UNL 38 (Union Nationale Lycéenne).

Associations : AFPS (Association France Palestine Solidarité), AIAK (Association Iséroise des Amis des Kurdes), ATTAC 38, CIIP (Centre d'Information Inter-Peuples), CSRA (Collectif de Soutien aux Réfugiés Algériens), Femmes Egalité, Free Syria, LIPFL (Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté), MJCF Isère (Mouvement des Jeunes Communistes de France), Mouvement de la Paix Isère, Ras l'front 38, Survie Isère.

Partis politiques : EELV 38, Ensemble !, NPA 38, PAG 38, PCF 38, PG 38, PRCF 38, PCOF 38.